CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 64.419/2
du 7 novembre 2018

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 64.419/2
van 7 november 2018

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening'

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Le 11 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 novembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 novembre 2018.

*

Op 11 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 november 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 november 2018.

*

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

En son article 2, § 1er, le projet d'arrêté prévoit que le subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 'relative à l'aide médicale urgente', à savoir le subside alloué aux services ambulanciers pour l'organisation d'une permanence, « est octroyé annuellement aux services ambulanciers figurant sur une liste établie par le ministre ».

Interrogés sur ce point, les fonctionnaires délégués ont précisé que la liste que l'article 2, § 1er, charge le ministre d'établir est appelée à correspondre à la liste des services ambulanciers qui ont conclu la convention prévue par l'article 5 du projet d'arrêté.

Outre le fait que le projet d'arrêté ne reflète pas clairement cette précision, il convient de rappeler que la subvention est un mode d'action unilatérale de l'administration.

L'impossibilité de fonder un régime de subvention sur une base contractuelle trouve notamment sa raison d'être dans la considération que, entre les allocataires, les règles d'octroi des subventions doivent satisfaire au respect des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination, ce qui implique que la nature de la subvention et ses conditions d'octroi soient, pour l'essentiel, fixées dans des dispositions de nature législative ou réglementaire ayant une portée générale. À la lecture de telles dispositions, les candidats doivent en effet savoir s'ils répondent aux conditions d'octroi de la subvention et pouvoir raisonnablement en évaluer le montant, notamment en vue de rechercher d'autres sources de financement, au lieu de s'interroger sur les arguments d'une négociation qui pourrait leur valoir un montant lui-même objet de cette négociation [1].

On peut tout au plus admettre le recours à la conclusion d'une convention entre le pouvoir subsidiant et le demandeur de subsides lorsqu'il s'agit uniquement de déterminer des aspects secondaires ou des modalités de détails lors de la mise en œuvre de la réglementation envisagée ou de préciser certains éléments propres à la situation particulière de l'allocataire.

[1] La négociation singulière d'une subvention entre un demandeur et l'autorité publique ne répond manifestement pas au caractère organique d'une subvention. L'absence de critères d'octroi objectifs dans un acte de portée générale expose en effet les différents demandeurs qui entrent dans son champ d'application à s'interroger sur le respect effectif des principes précités, lesquels ne sauraient être garantis, quelle que soit l'attention qu'y prêterait l'autorité, dans un système autorisant une juxtaposition de conventions au cours d'une longue période.

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Compte tenu de ce qui précède, le recours à la conclusion des conventions visées à l'article 5 du projet d'arrêté à l'examen peut être admis quand il s'agit, comme le prévoit expressément cette disposition en son paragraphe 1er, alinéa 2, de fixer les détails exacts de chaque permanence [2] et les critères d'agrément de chaque ambulance.

Pour le surplus, il est permis de se demander s'il est dans l'intention des auteurs du projet que les conventions visées à l'article 5 règlent d'autres questions et, en ce cas, lesquelles. En l'état, force est de constater que, tel qu'il est rédigé, le projet d'arrêté n'exclut pas que les conventions règlent d'autres questions, et notamment, ce qui ne serait pas admissible, des questions touchant à des éléments essentiels du régime de subventionnement.

La circonstance que l'article 5, alinéa 3, de la loi du 8 juillet 1964, en son état toujours en vigueur, fasse référence à une convention ne prive pas la présente observation de sa pertinence. En effet, le législateur n'a pu envisager que les conditions essentielles d'octroi de subventions aux services ambulanciers, à fixer par le Roi sur la base de l'article 3*ter* de la même loi, fassent l'objet de conventions.

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de cette observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. Selon le paragraphe 2, les subsides visés à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 « sont octroyés dans le cadre du budget global fixé pour le subventionnement de l'organisation de la permanence par les services ambulanciers […] pour le Royaume et sont fixés dans le budget du SPF Santé publique ».

Il est donc inutile de rappeler, que les subsides en question « sont octroyés dans le cadre du budget global fixé pour le subventionnement de l'organisation de la permanence par les services ambulanciers pour le Royaume ».

Interrogés sur la portée du texte lorsque celui-ci prévoit que les subsides visés à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 « sont fixés dans le budget du SPF Santé publique », les fonctionnaires délégués ont expliqué que la volonté est d'indiquer que, chaque année, la loi contenant le budget général des dépenses doit fixer le montant global desdits subsides. Une disposition en ce sens est inutile et, de surcroît, excède les pouvoirs du Roi : en effet, conformément à l'article 174 de la Constitution, c'est à la Chambre des représentants qu'il

[2] Dans son avis relatif aux subsides des services ambulanciers 2018 et 2019, donné le 25 avril 2018, le Conseil national des secours médicaux d'urgence précise que les détails exacts de chaque permanence couvrent les périodes d'activité, les types de jour de permanence (jours ouvrables, jours fériés, samedis et dimanches), les heures hebdomadaires d'activité pour les différents jours, et, pour chacune des périodes, le type de permanence (à savoir le fait qu'il s'agit ou non d'une garde sous toit).

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

appartient, lorsqu'elle vote le budget chaque année, d'y porter des dépenses telles que celles qu'implique l'octroi des subsides visés à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964.

Le paragraphe 2 doit donc être omis.

2. Le paragraphe 3 doit être revu pour tenir compte des observations suivantes :

a) En vertu de l'alinéa 1er,

> « [d]ans le budget global tel que visé au paragraphe 2, un montant est réservé afin de compenser une éventuelle diminution des revenus par intervention pour les années 2019, 2020 et 2021 par rapport à l'année 2017 ».

Selon les fonctionnaires délégués, cette disposition est à comprendre en ce sens que, chaque année concernée, la loi contenant le budget général des dépenses doit réserver un montant afin de compenser une éventuelle diminution des revenus par intervention pour les années 2019, 2020 et 2021 par rapport à l'année 2017.

Ainsi compris, le texte excède également les pouvoirs du Roi : il méconnaît en effet les prérogatives que l'article 174 de la Constitution reconnaît à la Chambre des représentants en ce qui concerne le vote annuel du budget.

b) Il convient de fixer précisément les règles d'organisation du système que met en place le paragraphe 3.

À cette fin, il s'indiquerait de rédiger le dernier alinéa en ce sens que le ministre ait l'obligation, et non pas seulement la faculté, de fixer les modalités d'application du paragraphe 3.

Article 3

1. Le texte en projet fait état de l'« activation par les centres du système d'appel unifié des permanences des services ambulanciers ».

Selon les fonctionnaires délégués, le projet d'arrêté vise ainsi l'hypothèse de l'intervention d'une permanence d'un service ambulancier à la suite d'une demande du préposé du service d'appel unifié, conformément à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1964.

Mieux vaudrait rédiger le texte de la sorte.

2. Comme l'indique le projet d'arrêté ministériel 'fixant les modalités d'octroi du montant du subside octroyé aux services ambulanciers pour chaque permanence', qui fait l'objet de l'avis n° 64.421/2 donné ce jour, le montant du subside destiné à couvrir pour partie l'activité de la permanence d'un service ambulancier est un montant maximal.

La disposition à l'examen gagnerait à l'indiquer.

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Par ailleurs, la question se pose de savoir si le montant du subside qu'il est prévu d'octroyer « par activation par les centres du système d'appel unifié des permanences des services ambulanciers » est également un montant maximal ou n'en est pas un. Vu l'objet de cette composante du subside, il ne semble pas qu'il s'agisse d'un montant maximal. On note, du reste, que le projet d'arrêté ministériel 'fixant les modalités d'octroi du montant du subside octroyé par activation par les centres du système d'appel unifié des permanences des services ambulanciers', qui fait l'objet de l'avis n° 64.420/2 donné ce jour, ne présente pas ce montant comme étant un montant maximal.

Si l'intention était différente, les dispositions en projet devraient être revues.

Article 4

Un texte de portée normative ne peut imposer à des particuliers l'obligation de se conformer aux « instructions » d'un ministre.

Aussi, au 1°, les mots « et aux instructions du ministre » seront omis.

Article 6

1. Il n'y a pas lieu de mentionner l'adresse d'un service administratif dans un texte de portée normative.

Le paragraphe 4 sera revu en conséquence.

2. Selon le paragraphe 5, alinéa 2, la déclaration de créance, accompagnée des pièces justificatives, doit être « envoyée au plus tard avant la fin de l'année de référence ».

Il est permis de se demander si, en pratique, les services ambulanciers sont effectivement en mesure de produire toutes les informations et pièces requises à l'appui d'une déclaration de créance avant même l'expiration de l'année pour laquelle ils introduisent cette déclaration.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, revue sur ce point.

3. Vu leur objet, les frais qu'énumère le paragraphe 6 semblent se rapporter uniquement au montant du subside qui est destiné à couvrir pour partie l'activité de la permanence d'un service ambulancier.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Article 7

1. Dès lors qu'en vertu de l'article 4, 1°, les subsides auxquels se rapporte le projet d'arrêté tendent à soutenir, notamment, « la collaboration à l'aide médicale urgente conformément à la loi et à ses arrêtés d'exécution », on n'aperçoit pas comment les dispositions figurant aux paragraphes 1er, 3 et 4 de l'article 7 peuvent se concilier avec l'article 123, alinéa 1er, 1°, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', en vertu duquel le bénéficiaire d'une subvention est tenu d'en rembourser le montant sans délai lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

2. Au paragraphe 2, le texte doit préciser ce qu'il vise exactement en faisant état d'« indisponibilités non justifiées ».

Article 8

Invités à exposer la raison pour laquelle l'article à l'examen prévoit que l'abrogation de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 'fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente' ne vaut pas pour « ce qui concerne l'application de l'article 2, § 3, du présent arrêté », les fonctionnaires délégués ont expliqué ceci :

> « L'abrogation de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente entre en vigueur le 1er janvier 2019, date de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal. Cependant les compensations visées à l'article 2, § 3, sont calculées par rapport à l'année 2017, ce qui fait référence à l'arrêté ministériel du 15 mai 2017 portant exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017. C'est pour cette raison que les mots 'à l'exception de ce qui concerne l'application de l'article 2, § 3, du présent arrêté' sont mentionnés à l'article 8 ».

Cette explication ne convainc pas. En effet, la circonstance qu'il est fait référence, pour le calcul des compensations visées à l'article 2, § 3, à l'application qui a été faite, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, d'un arrêté pris en exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014, n'implique en rien qu'il soit nécessaire de maintenir les effets de cet arrêté pour l'application de l'article 2, § 3, de l'arrêté en projet à partir du 1er janvier 2019.

Dans la disposition à l'examen, les mots « à l'exception de ce qui concerne l'application de l'article 2, § 3, du présent arrêté » seront donc omis.

*

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

In artikel 2, § 1, van het ontwerpbesluit wordt bepaald dat de toelage bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 'betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening', namelijk de toelage die aan de ambulancediensten toegekend wordt voor de organisatie van een permanentiedienst, "jaarlijks toegekend [wordt] aan de ambulancediensten die zijn opgenomen op een door de minister vastgestelde lijst".

Naar aanleiding van een vraag in dat verband hebben de gemachtigde ambtenaren gepreciseerd dat het de bedoeling is dat de lijst, die overeenkomstig artikel 2, § 1, door de minister vastgesteld moet worden, overeenstemt met de lijst van de ambulancediensten die de overeenkomst gesloten hebben waarin artikel 5 van het ontwerpbesluit voorziet.

Naast het feit dat die precisering niet duidelijk tot uiting komt in het ontwerpbesluit, moet opgemerkt worden dat subsidiëring een eenzijdige handeling van de overheid is.

De reden waarom het onmogelijk is een subsidieregeling bij overeenkomst vast te stellen is onder meer te vinden in de overweging dat onder de begunstigden van een subsidie de regels voor de toekenning van de subsidies met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie moeten stroken, wat impliceert dat de aard van de subsidie en de voorwaarden voor de toekenning ervan hoofdzakelijk vastgesteld worden in wets- of verordeningsbepalingen met een algemene draagwijdte. Op basis van zulke bepalingen moeten de kandidaten immers kunnen weten of ze voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie en moeten ze redelijkerwijze het bedrag ervan kunnen begroten, inzonderheid om andere financieringsbronnen te zoeken, in plaats van zich vragen te stellen bij de argumenten die gehanteerd worden in een onderhandeling, die hen een bedrag zou kunnen opleveren dat zelf het voorwerp is van die onderhandeling.[1]

[1] Dat tussen een aanvrager en de overheid over elke subsidie specifiek onderhandeld wordt, beantwoordt kennelijk niet aan het organieke karakter van een subsidie. Doordat een handeling met algemene strekking geen objectieve toekenningscriteria bevat, kan bij de verschillende aanvragers die onder de werkingssfeer ervan vallen immers de vraag rijzen of de voormelde beginselen werkelijk in acht zijn genomen. Ongeacht de aandacht die eraan besteed zou worden door de overheid, zouden die beginselen niet gewaarborgd kunnen worden in een regeling die toestaat dat verschillende overeenkomsten elkaar tijdens een lange periode overlappen.

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Hooguit kan aanvaard worden dat ervoor gekozen wordt een overeenkomst te sluiten tussen de subsidiërende overheid en de aanvrager van toelagen, wanneer het er enkel om gaat bijkomstige aspecten of bijzondere nadere regels vast te stellen bij de tenuitvoerlegging van de in het vooruitzicht gestelde regelgeving of bepaalde elementen nader toe te lichten die eigen zijn aan de bijzondere situatie van de begunstigde van de toelage.

Gelet op hetgeen voorafgaat, kan aanvaard worden dat de overeenkomsten bedoeld in artikel 5 van het voorliggende ontwerpbesluit gesloten worden wanneer, zoals in paragraaf 1, tweede lid, van die bepaling uitdrukkelijk gesteld wordt, het erom gaat de exacte details van elke permanentie[2] en de erkenningscriteria van elke ambulance vast te stellen.

Voor het overige rijst de vraag of het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is dat de in artikel 5 bedoelde overeenkomsten andere aangelegenheden regelen en, zo ja, welke. Bij de huidige stand van zaken moet vastgesteld worden dat het ontwerpbesluit zoals het thans gesteld is niet uitsluit dat de overeenkomsten andere aangelegenheden regelen en in het bijzonder aangelegenheden die verband houden met essentiële elementen van de subsidieregeling, wat niet aanvaardbaar zou zijn.

De omstandigheid dat in de thans nog geldende versie van artikel 5, derde lid, van de wet van 8 juli 1964 naar een overeenkomst verwezen zou worden doet niets af aan de relevantie van deze opmerking. De wetgever heeft immers niet kunnen voorzien dat er overeenkomsten bestaan over de essentiële voorwaarden voor de toekenning van subsidies aan de ambulancediensten, welke voorwaarden door de Koning op basis van artikel 3*ter* van dezelfde wet vastgesteld moeten worden.

Het ontwerpbesluit moet aldus herzien worden dat met die opmerking rekening gehouden wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Volgens paragraaf 2 worden de toelagen bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 "toegekend binnen het globaal budget dat jaarlijks voor de betoelaging van de organisatie van de permanentie door (…) ambulancediensten voor het Rijk wordt vastgesteld binnen het budget van de FOD Volksgezondheid".

[2] De Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening stelt in zijn advies Toelagen ambulancediensten 2018 en 2019 van 25 april 2018 dat de volgende exacte details van elke permanentie weergegeven moeten worden: de activiteitsperiodes, de soort permanentiedagen (werkdagen, feestdagen, zaterdagen en zondagen), de wekelijkse activiteitsuren voor de verschillende dagen en, voor elk van de periodes, het type permanentie (namelijk het feit of het al dan niet om een wachtdienst op de ambulancedienst zelf gaat).

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Het is dan ook niet nodig te herhalen dat de toelagen in kwestie "worden toegekend binnen het globaal budget dat jaarlijks voor de betoelaging van de organisatie van de permanentie door ambulancediensten voor het Rijk wordt vastgesteld".

Naar aanleiding van de vraag wat de draagwijdte van de tekst is wanneer daarin bepaald wordt dat de toelagen bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 "vastgesteld [worden] binnen het budget van de FOD Volksgezondheid", hebben de gemachtigde ambtenaren uitgelegd dat het de bedoeling is aan te geven dat het totale bedrag van de genoemde toelagen elk jaar vastgesteld moet worden bij de wet houdende de algemene uitgavenbegroting. Een bepaling in die zin is nutteloos en valt daarenboven buiten de bevoegdheden van de Koning: overeenkomstig artikel 174 van de Grondwet staat het immers aan de Kamer van volksvertegenwoordigers om bij de jaarlijkse goedkeuring van de begroting er uitgaven op te brengen zoals die welke voortvloeien uit het toekennen van de toelagen bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964.

Paragraaf 2 moet dus weggelaten worden.

2. Paragraaf 3 moet aldus herzien worden dat met de volgende opmerkingen rekening gehouden wordt:

a) Krachtens het eerste lid

> "[wordt er b]innen het globaal budget zoals bedoeld in paragraaf 2 (…) een bedrag gereserveerd om een eventuele daling van de inkomsten per interventie voor de jaren 2019, 2020 en 2021 ten opzichte van het jaar 2017 te compenseren".

Volgens de gemachtigde ambtenaren moet die bepaling aldus begrepen worden dat er in elk betrokken jaar in de wet houdende de algemene uitgavenbegroting een bedrag gereserveerd moet worden om een eventuele daling van de inkomsten per interventie voor de jaren 2019, 2020 en 2021 ten opzichte van het jaar 2017 te compenseren.

Aldus opgevat, valt de tekst eveneens buiten de bevoegdheden van de Koning: hij houdt immers een schending in van de prerogatieven die artikel 174 van de Grondwet aan de Kamer van volksvertegenwoordigers toekent, wat betreft de jaarlijkse goedkeuring van de begroting.

b) De regels voor de organisatie van de regeling, die bij paragraaf 3 ingevoerd wordt, dienen precies bepaald te worden.

Daartoe zou het laatste lid in die zin gesteld moeten worden dat de minister niet alleen de mogelijkheid maar ook de verplichting heeft om de nadere regels vast te stellen voor de toepassing van paragraaf 3.

Artikel 3

1. In de ontworpen tekst wordt gewag gemaakt van de "activering van de permanenties van de ambulancediensten door de centra van het éénvormig oproepstelsel".

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

Volgens de gemachtigde ambtenaren verwijst het ontwerpbesluit daarmee naar de tussenkomst van een permanentiedienst van een ambulancedienst overeenkomstig artikel 5 van de wet van 8 juli 1964 op aanvraag van de aangestelde van de eenvormige oproepdienst.

De tekst zou beter in die zin gesteld worden.

2. Zoals te lezen staat in het ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van het bedrag van de toelage toegekend aan de ambulancediensten voor elke permanentie', waarover vandaag advies 64.421/2 gegeven is, is het bedrag van de toelage dat moet dienen om gedeeltelijk de activiteit van de permanentie van een ambulancedienst te dekken een maximumbedrag.

De voorliggende bepaling zou dat moeten aangeven.

Bovendien rijst de vraag of het bedrag van de toelage dat toegekend zal worden "per activering van de permanenties van de ambulancediensten door de centra van het éénvormig oproepstelsel" al dan niet eveneens een maximumbedrag is. Gelet op het voorwerp van dat samenstellend deel van de toelage lijkt het niet om een maximumbedrag te gaan. Voor het overige wordt opgemerkt dat in het ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van het bedrag van de toelage toegekend per activering door de centra van het eenvormig oproepstelsel van de permanenties van de ambulancediensten', waarover vandaag advies 64.420/2 gegeven is, dat bedrag niet als een maximumbedrag voorgesteld wordt.

Indien dat niet de bedoeling was, zouden de ontworpen bepalingen herzien moeten worden.

Artikel 4

Bij een regelgevende tekst kunnen privépersonen niet de verplichting opgelegd worden om zich te schikken naar de "instructies" van een minister.

In punt 1° moeten de woorden "en conform de instructies van de minister" dan ook geschrapt worden.

Artikel 6

1. Er is geen reden om het adres van een administratieve dienst in een regelgevende tekst te vermelden.

Paragraaf 4 moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. Volgens paragraaf 5, tweede lid, moet de schuldvordering, vergezeld van de bewijsstukken, "uiterlijk voor het einde van het referentiejaar worden verstuurd".

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

De vraag rijst of in de praktijk alle informatie en stukken die ter staving van een schuldvordering vereist zijn, daadwerkelijk door de ambulancediensten overgelegd kunnen worden nog voor het einde van het jaar waarvoor ze die vordering indienen.

De bepaling moet opnieuw onderzocht en in voorkomend geval op dat punt herzien worden.

3. Gelet op wat de in paragraaf 6 opgesomde kosten behelzen, lijken ze uitsluitend betrekking te hebben op het bedrag van de toelage dat dient om gedeeltelijk de activiteit van de permanentie van een ambulancedienst te dekken.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 7

1. Aangezien krachtens artikel 4, 1°, de toelagen waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft onder meer gericht zijn op de ondersteuning van "de medewerking aan de dringende geneeskundige hulpverlening, conform de wet en zijn uitvoeringsbesluiten", is het niet duidelijk hoe de bepalingen die vervat zijn in de paragrafen 1, 3 en 4 van artikel 7 verenigbaar zijn met artikel 123, eerste lid, 1°, van de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat', krachtens welk artikel de begunstigde van een subsidie het bedrag ervan onmiddellijk moet terugbetalen wanneer hij de voorwaarden niet naleeft waaronder de subsidie werd verleend.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. In paragraaf 2 moet in de tekst verduidelijkt worden wat precies bedoeld wordt met "niet-verantwoorde onbeschikbaarheden".

Artikel 8

Op de vraag waarom in het voorliggende artikel bepaald wordt dat het koninklijk besluit van 4 september 2014 'tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3*ter* van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening' opgeheven wordt met uitzondering "voor wat betreft de toepassing van artikel 2, § 3, van dit besluit" hebben de gemachtigde ambtenaren het volgende geantwoord:

> "L'abrogation de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente entre en vigueur le 1er janvier 2019, date de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal. Cependant les compensations visées à l'article 2, § 3, sont calculées par rapport à l'année 2017, ce qui fait référence à l'arrêté ministériel du 15 mai 2017 portant exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3*ter* de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017. C'est

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡

pour cette raison que les mots 'à l'exception de ce qui concerne l'application de l'article 2, § 3, du présent arrêté' sont mentionnés à l'article 8."

Die uitleg overtuigt niet. De omstandigheid dat voor de berekening van de compensaties bedoeld in artikel 2, § 3, verwezen wordt naar de toepassing die in de periode van 1 januari 2017 tot 31 december 2017 gemaakt is van een besluit dat ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 september 2014 uitgevaardigd is, impliceert immers geenszins dat het nodig is om de gevolgen van dat besluit te handhaven voor de toepassing van artikel 2, § 3, van het ontworpen besluit vanaf 1 januari 2019.

In de voorliggende bepaling moeten de woorden "met uitzondering voor wat betreft de toepassing van artikel 2, § 3, van dit besluit" dan ook geschrapt worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-CALSPDIFG-GEEBJRZ‡